

Actions directes

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[91] (2003)**

Heft 1478

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282644>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Actions directes

Outre ces initiatives, la semaine a été ponctuée de quelques actions directes; en voici quelques-unes:

- une **manif féministe** le mardi 11 au soir et une **marche du réseau Lesbian gay bi et trans** le jeudi soir.

- un **ravage/détournement jouissif et extrêmement étendu des publicités du métro parisien** par tous les moyens nécessaires: arrachages, bombages, collages, marqueurs. Le terrain avait semble-t-il été préparé par les actions très efficaces du réseau d'action directe «non à la pub» dans les semaines précédentes, et la semaine du FSE a permis d'accroître considérablement la dynamique. C'est beau, créatif, participatif et tout les quidams regardent et s'interrogent. En plus, cela coûte bonbons aux agences de pubs et aux entreprises. Vive la guérilla anti-pub!

- un **blocage du McDo des Champs-Élysées** en soutien aux grévistes de McDonald's et autres précaires en lutte (au moins un McDo parisien est fermé et occupé depuis plus d'un an).

- **l'occupation vendredi 14 novembre de l'ambassade de Grèce** en soutien aux prisonniers en grève de la faim de Thessalonique (suite au sommet de l'Union Européenne de juin dernier), par une quarantaine de personnes. Elles et ils sont parvenu-e-s à rester toute la matinée et à obtenir l'envoi de leur revendications au gouvernement grec, puis à se voir renvoyer un fax de réponse leur assurant du bon état de santé des prisonniers en question. Les 40 occupant-e-s avaient prévenu qu'elles et ils pouvaient être 500 en quelques minutes et que si leurs revendications n'étaient pas satisfaites, d'autres actions plus offensives seraient menées. Cette action s'inscrivait dans une série d'initiatives de soutien dans divers pays d'Europe, initiatives qui finissent peut-être apparemment par porter un peu leurs fruits.

- **l'ouverture d'un squat politique** dans un grand hangar par deux cents personnes du réseau No vox qui souhaitait en faire un lieu d'activités, d'actions et d'assemblées (reste à savoir si les No vox ont été expulsés ou pas depuis). ◦

Manifeste des femmes au FSE

Venues de toute l'Europe, et aussi d'autres continents, plus de 2500 femmes réunies le 12 novembre à Bobigny ont débattu de leur condition de vie, échangé leurs expériences de luttes et de résistance. Voici un extrait de leur manifeste:

Elles dénoncent le traité constitutionnel sur l'Europe car :

- Il ignore l'égalité entre femmes et hommes ; il se prête à une offensive qui vise à introduire l'héritage chrétien ; il grave dans la pierre des positions libérales basées sur «le respect d'une économie de marché où la concurrence est libre», préparant ainsi la disparition de l'Etat-providence et la remise en question des services publics; il prétend développer une politique de défense commune en étroite collaboration avec l'OTAN, ce qui entraînera encore un peu plus les Etats de l'Union européenne dans une politique militariste.

Elles s'élèvent contre :

- L'Europe forteresse des accords de Schengen qui, par des options sécuritaires, interdit la circulation des personnes et mène une politique qui pénalise, exclut et rejette dans la clandestinité les immigré-e-s, particulièrement les femmes; une Europe qui, par les politiques libérales, appauvrit toujours plus les femmes, renforce les inégalités professionnelles et le temps partiel imposé, licencie et où les pensions et retraites des femmes sont très faibles quand elles ne sont pas inexistantes; une Europe qui se tait sur les violences faites aux femmes, la marchandisation des corps et l'esclavage moderne; une Europe qui intervient ou soutient les guerres menées dans le monde entier.

Elles réclament :

- Une Europe de la paix démilitarisée et qui refuse la guerre comme solution aux conflits internationaux; des droits humains, économiques et sociaux; qui développe l'ensemble des services publics, notamment les services aux personnes assumés majoritairement par les femmes; où les femmes font entendre leur voix et participent à égalité à la prise de décision; de la libre circulation des personnes qui reconnaît une citoyenneté pleine et entière à toute personne vivant sur le territoire ; où les femmes disposent librement de leur corps - avortement et contraception libres et remboursés; qui respecte l'orientation sexuelle; laïque, qui s'oppose à la montée des intégrismes religieux et qui assure l'application et les progrès des droits fondamentaux et humains des femmes; qui garantit le droit à un emploi et un salaire décent avec l'arrêt des politiques qui accompagnent le temps partiel. ◦

Une féministe au FES

L'Assemblée européenne des femmes, tenue à Bobigny le 12 novembre, en ouverture du grand FSE, a réuni plus de 3000 personnes (dont plus de 10% d'hommes) pour une journée de débats autour des thèmes de la migration, de la guerre, de la précarité du travail, des violences, des droits sexuels et reproductifs, du pouvoir politique, toujours abordés en fonction de la visibilité des femmes dans les luttes sociales. A Florence, il y a un an, «l'oubli du genre était quasi total» ont dénoncé les organisatrices. C'est grâce à leur immense travail de pression qu'il y a eu à Paris plus d'oratrices (souvent la parité était atteinte!) et plus de débats sur des questions concernant les femmes. Il fallait pouvoir affirmer haut et fort devant toutes les personnes participantes du FSE que les femmes sont les premières touchées par l'ordre néo-libéral. Et qu'il n'y aura pas d'autre monde possible sans l'apport féministe. A travers le réseau de la Marche mondiale des femmes, la flamme du féminisme s'est maintenue dans les mouvements altermondialistes, s'est renforcée et impose maintenant une critique permanente de la politique et du patriarcat. Des rendez-vous européens ont été pris pour 2004: 8 mars: mobilisation internationale des femmes contre la guerre; 23-24 mai à Vigo en Galicie (Espagne: rencontre européenne de la Marche mondiale; juin: Athènes recevra les Jeux Olympiques, la municipalité veut renforcer la prostitution, une occasion de faire campagne pour un monde sans prostitution (controverses dans l'Assemblée!); septembre: Turquie, action de soutien des militantes pour la paix. MARYELLE BUDRY ◦